



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR  
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 14 octobre 2022

**M. Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer  
Mme Sonia BACKES, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, chargée de la Citoyenneté**

### **DEUX ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE SAMUEL PATY, LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR POURSUIT SON ACTION CONTRE LE SEPARATISME ISLAMISTE**

Le 2 octobre 2020, dans son discours des Mureaux, le Président de la République avait rappelé l'urgence de s'opposer au développement du repli communautaire et des séparatismes. Axe fort de l'action du Gouvernement depuis 2017, la défense des principes républicains s'est matérialisée au travers des nombreuses actions portées par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et Sonia Backès, secrétaire d'Etat à la Citoyenneté.

Depuis début 2018, au titre de cette politique publique de lutte contre les séparatismes, on dénombre ainsi :

- 26 614 opérations de contrôles ;
- 836 fermetures d'établissements de manière temporaire ou définitive ;
- 55,9 millions d'euros redressés ou recouvrés ;
- 551 signalements effectués au titre de l'article 40 du code de procédure pénale

### **Loi confortant le respect des principes de la République**

À la suite du discours des Mureaux, le Gouvernement a présenté la loi confortant le respect des principes de la République, dite « loi séparatisme », promulguée en août 2021.

Renforçant la politique du Gouvernement en matière de lutte contre les séparatismes, cette loi a offert de nouveaux outils aux administrations pour lutter efficacement, sur le terrain, contre les attaques visant nos principes républicains.

A la suite de l'attentat visant Samuel Paty, 7 dissolutions d'associations et de groupements de fait islamistes ont été prononcées visant par exemple le CCIF ou Baraka City.

Dans le cadre de la loi séparatisme, le Préfet de l'Isère a ainsi pu demander au juge administratif de suspendre la délibération du conseil municipal de la ville de Grenoble visant à modifier le règlement intérieur des piscines municipales pour y introduire une dérogation permettant le port du maillot de bain intégral dit « burkini ».

Enfin, des référents laïcité ont été mis en place dans chaque ministère. Au ministère de l'Intérieur, toutes les directions et délégations disposent désormais de leur propre référent et plus de 22 000 agents du ministère ont été formés au principe de laïcité

### **Contrôle des lieux de culte soupçonnés de séparatisme**

Dans la continuité des actions prises dans le cadre de la loi séparatisme, un contrôle exigeant des lieux de cultes a été réalisé par les services du ministère de l'Intérieur afin d'identifier les espaces de radicalisation présents en France.

À ce jour, 2 623 mosquées et salles de prières sont établies sur le territoire national. 99 d'entre-elles ont été soupçonnées d'accueillir des prêches séparatistes. Toutes ont été contrôlées. À l'issue de ces contrôles, il apparaît que :

- 36 lieux de culte respectent les lois de la République ;
- 24 lieux de cultes ont été fermés, du fait de prescription administratives, d'une décision judiciaire, d'une reprise de bail ou d'une fermeture administrative au titre du code de la sécurité intérieure ;
- 8 ont rouvert après mise en conformité avec les lois de la République (changement d'imam, de dirigeants, fin de financement étranger non souhaitable, etc.)
- 16 lieux de culte restent actuellement fermés.

### **Expulsion des étrangers radicalisés**

Par ailleurs, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, a fait de l'expulsion des étrangers radicalisés sa priorité : près de 800 étrangers radicalisés ont ainsi été expulsés.

### **Contacts presse :**

#### **Cabinet du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer**

Mél : [sec1.pressecab@interieur.gouv.fr](mailto:sec1.pressecab@interieur.gouv.fr)

#### **Cabinet de la secrétaire d'Etat :**

Mél : [presse-citoyennete@interieur.gouv.fr](mailto:presse-citoyennete@interieur.gouv.fr)